

Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.



MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.

Zweiter Theil.

Verschiedene Mittheilungen.

N^o 39.

SECONDE PARTIE.

PUBLICATIONS DIVERSES.

Donnerstag, 11. Juli 1872.

JEUDI, 11 juillet 1872.

Bekanntmachung. — Stempel.

Die anonyme Gesellschaft La Panama, Manufacture luxembourgeoise de chapeaux de paille, mit dem Sitz in Luxemburg, hat die von den 406, Nr. 1 bis 406, vor dem Gesetz vom 25. Januar 1872 verausgabten Actien, jede zu 500 Fr., geschuldeten Stempelgebühren entrichtet, wie folches aus einer vom Einregistrierungs-Einnehmer der Civil-Acten zu Luxemburg am 27. Juni d. J., General-Register, Band 35, Art. 265, ausgestellten Quittung hervorgeht.

Ebenso hat die anonyme Gesellschaft „Luxemburger Gaswerk“, mit dem Sitz in Luxemburg, die wegen Herausgabe vor Veröffentlichung des Gesetzes vom 25. Januar 1872 von 614 Actien, Nr. 1 bis 650, jede zu 500 Fr., und von 360 Genuß-Actien, jede zum declarirten Werthe von 100 Fr., die Stempelgebühren entrichtet, gemäß Quittung des genannten Einnehmers vom 4. Juli c., Gen.-Reg. B. 55, Art. 270.

Gegenwärtige Nachricht bezweckt dem Schlußparagraph des Art. 4 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge zu leisten.

Luxemburg den 6. Juli 1872.

Der General-Director der Finanzen,
G. Ulveling.

II.

Avis. — Timbre. — Sociétés industrielles.

La société anonyme dite «La Panama, manufacture luxembourgeoise de chapeaux de paille», ayant son siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre sur les actions au nombre de 406, chacune de frs. 500, n^o 1 à 406, émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 25 janvier 1872, ainsi que cela résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement des actes civils à Luxembourg, le 27 juin c., reg. gén. vol. 35, art. 265.

De même la société anonyme établie à Luxembourg, dite «Luxemburger Gaswerk», a acquitté les droits de timbre à raison de 614 actions, des n^o 1 à 650, chacune de fr. 500, et à raison de 36 actions de jouissance d'une valeur déclarée de fr. 100 chacune, toutes émises avant la promulgation de la loi précitée. — Quittance du receveur prédénommé, en date du 4 juillet c., reg. gén., vol. 25, art. 270.

Le présent avis est destiné à satisfaire à la disposition finale de l'art. 4 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 6 juillet 1872.

Le Directeur général des finances,
G. ULVELING.

39

Bekanntmachung. — Stempel.

Die anonyme Gesellschaft „Diekircher Actien-Bierbrauerei“ hat die wegen Herausgabe vor dem Gesetz vom 25. Januar 1872 von 1000 Actien, Nr. 1 bis 1000, jede zu 500 Fr., geschuldeten Stempelgebühren entrichtet, wie solches aus einer vom Einregistrirungs-Einnehmer zu Diekirch am 2. Juli c., Gen.-Reg., B. 36, Nr. 17, ausgestellten Quittung hervorgeht.

Gegenwärtige Nachricht bezweckt dem Schlußparagraph des Art. 4 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge zu leisten.

Luxemburg den 5. Juli 1872.

Der General-Director der Finanzen,
G. ULVELING.

Avis. — Timbre.

La société anonyme dite «Diekircher Actien-Bierbrauerei» a acquitté les droits de timbre à raison de 1000 actions, N° 1 à 1000, chacune de fr. 500, émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 25 janvier 1872, ainsi que cela résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement au bureau de Diekirch, le 2 juillet c., reg. gén., vol. 36, n° 17.

Le présent avis est destiné à satisfaire à la disposition finale de l'art. 4 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 5 juillet 1872.

Le Directeur général des finances,
G. ULVELING.

Bekanntmachung. — Medicinalwesen.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 2. Juli 1872 ist die dem Hrn. Jakob Steinhausen aus Cöln, wohnhaft in Vianden, bewilligte Ermächtigung zur Praxis der Medicin, Chirurgie und Geburtshilfe im Großherzogthum bis zum 1. Juli 1877 verlängert worden.

Luxemburg den 5. Juli 1872.

Der General-Director der Justiz,
VANNERUS.

Avis. — Service médical.

Par arrêté royal grand-ducal du 2 juillet 1872, l'autorisation accordée au s^r Jacques Steinhausen, originaire de Cologne, établi à Vianden, d'exercer comme médecin-chirurgien et accoucheur dans le Grand-Duché, a été prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 1877.

Luxembourg, le 5 juillet 1872.

Le Directeur général de la justice,
VANNERUS.

Königl.-Großh. Beschluß vom 4. Juli 1872, wodurch dem Gendarmerie-Brigadier F. J. Duhaméau eine Pension bewilligt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 9. März 1867 über die Militärpensionen;

Nach Einsicht des Gutachtens der auf Grund des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1863 und des Art. 35 desselben vom 9. März 1867 eingesetzten Special-Commission des Staatsrathes;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers,

Arrêté royal grand-ducal du 4 juillet 1872, accordant une pension au brigadier de gendarmerie F.-J. Duhaméau.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 9 mars 1867 sur les pensions militaires;

Vu l'avis de la Commission spéciale du Conseil d'État, instituée en vertu de l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1863 et de l'art. 35 de celle ci-dessus visée du 9 mars 1867;

Sur le rapport de notre Ministre d'État, Prési-

Präsidenten der Regierung, und nach Einsicht der Conseilsberatung der Regierung;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. — Dem Brigadier, Titular-Feldwebel der Gendarmerie, F. J. Duhaméau, ist wegen Dienstalters eine jährliche Pension von sechshundert Franken auf die Staatscasse des Großherzogthums bewilligt.

Diese Pension beginnt mit dem 1. Juli 1872,

Art. 2. — Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg den 4. Juli 1872.

Für den König-Großherzog:

Deffen Statthalter

Der Staatsminister, im Großherzogthum,
Präsident der Regierung, Heinrich,
L. J. E. Servais. Prinz der Niederlande.

Bekanntmachung. — Indigenat.

Aus einer am 25. Juni d. J. vom Bürgermeister der Stadt Luxemburg entgegengenommenen Declaration geht hervor, daß Hr Peter Nikolaus Alphons Haag, Bank-Commis, geboren zu Luxemburg den 21. Juni 1851, Sohn von Mathias Haag, gebürtig aus Preußen, die durch Art. 9. des Civilgesetzbuches vorgeschriebenen Formalitäten zur Erlangung der Eigenschaft eines Luxemburgers erfüllt hat.

Luxemburg den 1. Juli 1872.

Der General-Director der Justiz,
Vannerus.

dent du Gouvernement, et la délibération prise par le Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. — Une pension de six cents francs par an est accordée sur la caisse de l'État au sieur François-Joseph Duhaméau, brigadier maréchal des logis titulaire de gendarmerie, pour ancienneté de service militaire.

Cette pension prendra cours à partir du 1^{er} juillet 1872.

Art. 2. — Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 4 juillet 1872.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

Le Ministre d'État, dans le Grand-Duché,
Prés. du Gouvernement, HENRI,
L.-J.-E. SERVAIS. PRINCE DES PAYS-BAS.

Avis. — Indigénat.

Il résulte d'une déclaration reçue le 25 juin dernier par le bourgmestre de la ville de Luxembourg, que le sieur Pierre-Nicolas-Alphonse Haag, commis-banquier, né à Luxembourg le 21 juin 1851, fils de Mathias Haag, originaire de Prusse, a rempli les formalités prescrites par l'art 9. du Code civil pour acquérir la qualité de Luxembourgeois.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1872.

Le Directeur général de la justice,
VANNERUS.

ERRATUM. — Verzeichnis der im Großherzogthum Luxemburg im Jahr 1873 stattfindenden Märkte und Messen. — Mem. 1872, II, Nr. 38, S. 199 — **Echternach:** statt 25. Juni S. (4 Tage), lies 2—5 Juni S. (4 Tage).

Nichtamtliche Mittheilungen. — Publications non-officielles.

EXTRAIT publié en conformité de l'art. 24 de la loi du 17 décembre 1859, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

D'un exploit du ministère de l'huissier Jean-Baptiste Schmitz, de Luxembourg, en date du 2 juillet 1872, il résulte :

Qu'à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la Société anonyme dite « Société des chemins de fer des bassins houillers du Hainaut », dont le siège est établi à Bruxelles, représentée par son président du conseil et administrateur délégué, M. Simon Philippart, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, et respectivement de la Société anonyme dite « Compagnie des chemins de fer Prince-Henri », dont le siège est établi à Luxembourg, représentée par son administrateur délégué M. François-Emile Majerus, demeurant à Colmar-Berg,

Il a été formé une demande en expropriation pour cause d'utilité publique, ayant pour objet les terrains suivants, figurant tant au tableau des emprises qu'au plan terrier annexés aux arrêtés ministériels en date des 29 juin, 30 juin, 21 et 22 juillet 1871, qui déterminent les parcelles à emprendre sur le territoire des communes de Pétange et de Bascharage, pour la construction du réseau des chemins de fer « Prince-Henri », sections Belvaux-Pétange et Bettingen-Pétange, déclarée d'utilité publique par ordonnances royales grand-ducales en date des 31 juillet 1870, 12 avril et 12 mai 1871, terrains pour l'emprise desquels la partie poursuivante offre les indemnités d'expropriation suivantes, savoir :

I. Commune de Pétange.

a) N° 26 du plan parcellaire. Une parcelle de terre labourable, d'une contenance de 3.73 ares, emprise dans une terre sise au lieu dit « im Lärchen », entre Jean Kauffmann et M. Nothomb, portée au cadastre section A, N° 439, d'une contenance totale de 9.50 ares, appartenant aux époux Jean-Pierre Rosen et Catherine Lippert, conjoints cultivateurs à Pétange. — Indemnité offerte : la somme de fr. 75.00 par are, faisant pour l'emprise totale la somme de fr. 242.45

b) N° 28 du plan parcellaire. Une parcelle de terre labourable, d'une contenance de 4.48 ares, emprise dans une terre sise au lieu dit « im Lärchen », entre Jean Kauffmann et Jean Gratia, portée au cadastre section A, N° 436, d'une contenance totale de 13.00 ares, appartenant à Catherine Everling, rentière à Pétange. — Indemnité offerte : la somme de fr. 75.00 par are, faisant pour l'emprise totale la somme de fr. 291.20.

II. Commune de Bascharage.

a) N° 72 du plan parcellaire. Une parcelle de terre labourable, d'une contenance de 22.31 ares, emprise dans une terre sise au lieu dit « Rothreischen », entre Thill de Pétange et Antoine Soisson, portée au cadastre section G, N° 1441, d'une contenance totale de 60.30 ares, appartenant à Pierre Faten, cordonnier, et Marguerite Faten, sans état, tous deux à Bascharage. — Indemnité offerte : la somme de fr. 60.00 par are, faisant pour l'emprise totale la somme de fr. 1338.00.

b) N° 30 du plan parcellaire. Une parcelle de terre labourable, d'une contenance de 4.30 ares, emprise dans une terre au lieu dit « Binzengræcht », entre Marguerite Limpach et différents, portée au cadastre section G, N° 1249, d'une contenance totale de 40.00 ares, appartenant aux époux Hubert Kirpach et Marie-Anne Limpach, conjoints, cultivateurs à Bascharage. — Indemnité offerte : la somme de fr. 50.00 par are, faisant pour l'emprise totale la somme de fr. 215.00.

Pour extrait conforme :

L'avocat-avoué de la partie poursuivante,

PAUL EYSCHEN.